

*Le Directeur du Cabinet
du Premier Ministre*

Paris, le 19 FEV. 2013

5635/SG

à

Mesdames et Messieurs les directeurs de cabinet
de Mesdames et Messieurs les membres du
Gouvernement

Objet : Simplification des normes.

P.J.- : Extrait du relevé de décisions du CIMAP du 18 décembre 2012.

Ce Gouvernement s'est engagé à conduire une ambitieuse politique de simplification normative. À la suite du premier comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP) du 18 décembre 2012, un programme d'action a été décidé, portant tout aussi bien sur la simplification du flux de textes en cours de préparation, que sur la simplification du stock de normes applicables, ainsi que sur les moyens d'améliorer les méthodes d'élaboration des règles notamment grâce à des procédures consultatives plus participatives.

Le pilotage et la coordination de ces actions ont été confiés au secrétaire général du Gouvernement, auprès duquel vient d'être nommée Mme Célia VEROT, directrice, adjointe au secrétaire général du Gouvernement, chargée de la simplification.

Elle exercera à ce titre les missions qui étaient assurées jusqu'à présent auprès du secrétaire général du Gouvernement par le commissaire à la simplification, en ce qui concerne l'évaluation des impacts des textes réglementaires applicables aux collectivités territoriales et aux entreprises, l'application du moratoire sur l'adoption de normes concernant les collectivités territoriales, et la programmation de l'entrée en vigueur à des dates communes des textes concernant les entreprises. Je vous demande de veiller à ce que ces dispositifs continuent d'être mis en œuvre avec diligence par vos services.

.../...

En outre, il incombera à la directrice, adjointe au secrétaire général du Gouvernement, chargée de la simplification, de veiller à la mise en œuvre des actions nouvelles décidées par le CIMAP en matière de simplification normative et de s'assurer de leur cohérence et de leur efficacité. Elle agira ainsi en lien avec l'ensemble des personnalités, services et organismes intéressés, notamment pour appuyer les missions que j'ai confiées à M. Lambert et à M. Boulard s'agissant du droit applicable aux collectivités territoriales, et à M. Mandon s'agissant du droit applicable aux entreprises. À ce titre, je vous rappelle que conformément aux conclusions du CIMAP du 18 décembre 2012, il appartient à chaque ministère d'élaborer une stratégie de consultation qui sera soumise au prochain CIMAP, et, en lien avec vos programmes ministériels de modernisation et de simplification (PMMS), un programme pluriannuel de simplification des normes avant la fin du premier semestre 2013. Le secrétariat général du Gouvernement est chargé de coordonner ces travaux et de rendre compte de leur bon avancement au CIMAP.

Les modalités de mise en œuvre concrète de ce programme de simplification normative, notamment les méthodes qu'il conviendra de suivre pour la préparation des textes, vous seront précisées par circulaire dans les prochaines semaines.

Je vous prie d'apporter le concours de votre ministère, notamment de vos secrétariats généraux, des directions juridiques et des directions qui sont les principales productrices de normes, afin d'assurer le succès de cette politique, à laquelle j'attache une importance particulière.



Christophe CHANTEPY

Simplifier les normes pour les citoyens, les entreprises et les collectivités locales

Alléger et simplifier des normes

La complexité des normes a un coût, qui est à la fois économique et démocratique. De nombreuses initiatives ont été prises au cours des derniers mois tant dans le cadre du séminaire gouvernemental sur la compétitivité que dans le cadre de la nouvelle étape de la décentralisation.

Pour appuyer et amplifier ces démarches, garantir leur cohérence d'ensemble et suivre leur application effective, le Gouvernement a décidé d'ouvrir plusieurs chantiers, dont la coordination sera confiée au secrétaire général du Gouvernement, qui sera à cette fin assisté d'un commissaire général à la simplification.

Ce dernier agira en réseau avec l'ensemble des services et organismes intéressés et notamment :

- la commission consultative d'évaluation des normes, pour la simplification du droit applicable aux collectivités territoriales,
- le ministère en charge de l'économie et des finances et le ministère chargé des petites et moyennes entreprises, pour la simplification du droit applicable aux entreprises,
- et le secrétariat général aux affaires européennes, pour l'évaluation des projets de textes européens.

Le CIMAP arrête en outre les orientations suivantes :

■ **Décision n°15. Garantir la qualité des normes nouvelles en généralisant les études d'Impact** pour l'ensemble des textes réglementaires et des textes transposant le droit communautaire. À l'instar du "test PME", dont la mise en place a été arrêtée dans le cadre du séminaire sur la compétitivité, les consultations ouvertes "en ligne" préalables à l'élaboration des textes seront développées.

■ **Décision n°16. Limiter l'inflation normative : "une norme créée = une norme supprimée".**

- Conformément aux orientations arrêtées par le Président de la République, toute initiative ministérielle conduisant à la création de normes nouvelles devra s'accompagner de l'abrogation d'un volume de normes équivalent. Le secrétaire général du Gouvernement veillera au respect de cette règle.

■ **Décision n°17. Développer l'évaluation "ex-post" des principaux textes législatifs.**

- En lien avec le futur commissariat à la stratégie et à la prospective, les principaux textes législatifs donneront lieu à une évaluation de leurs effets au terme de leurs quatre premières années d'application. Cette évaluation permettra de proposer au Parlement les ajustements nécessaires.

■ **Décision n°18. Simplifier les normes en vigueur.**

Un programme pluriannuel de simplification des normes destiné à alléger le "stock" de normes existantes sera élaboré avant la fin du premier semestre 2013.

- Dès à présent, un travail est engagé pour simplifier et alléger le droit de l'environnement. Des états généraux de la modernisation du droit de l'environnement seront organisés au printemps 2013.
- Au premier trimestre 2013, dans le cadre des chantiers prioritaires identifiés dans le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, un plan de simplification des normes applicables à l'immobilier d'entreprises sera défini.

- S'agissant des normes concernant les collectivités territoriales, une mission confiée à M. Alain Lambert et M. Jean-Claude Boulard est chargée de proposer, avant mars 2013, une liste de normes qui seront abrogées.

Assurer la transparence et l'accessibilité des règles régissant les relations entre les citoyens et l'administration

Les règles qui régissent les relations entre l'administration et les citoyens sont éparpillées. Elles relèvent fréquemment de la jurisprudence. Elles sont donc difficilement accessibles aux usagers mais également aux administrations.

- **Décision n°19.** Le Gouvernement confie au secrétaire général du Gouvernement, en lien avec la commission supérieure de codification, l'élaboration d'un code centré sur les procédures et les relations entre les citoyens et les administrations.

Renouveler les pratiques de consultation préalables à la prise de décision

Afin de mettre un terme à l'inflation du nombre de commissions consultatives qui nuit à la lisibilité et à l'efficacité de l'action publique, le CIMAP décide des orientations suivantes :

- **Décision n°20.** La création d'un organisme consultatif nouveau n'est désormais possible que si elle s'accompagne de la suppression simultanée d'un autre de ces organismes.

- ▶ Le secrétaire général du Gouvernement veillera à l'application stricte de cette règle qui a été fixée par la circulaire du Premier ministre du 30 novembre 2012.

- **Décision n°21.** D'ores et déjà, 100 commissions consultatives dont l'utilité n'est pas démontrée seront supprimées, soit 15 % du total des commissions.

- ▶ Les ministères devront formuler des propositions complémentaires de fusion ou de réorganisation pour qu'en juin 2013 le nombre total de ces organismes ait diminué d'au moins 25 %.

- **Décision n°22.** Les modes de concertation "ouverts" ou informels seront désormais privilégiés.

- ▶ Les consultations ouvertes, qui disposent désormais d'un cadre légal précis, seront favorisées.

- **Décision n°23.** L'utilisation des possibilités de délibération à distance (espaces collaboratifs, visioconférences, échanges sur internet) sera systématiquement encouragée.

- **Décision n°24.** Chaque ministère devra disposer avant le prochain CIMAP de mars 2013 d'une cartographie faisant apparaître sa stratégie de consultation.